

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

Applicable jusqu'à nouvel avis

AVIS GÉNÉRAL

Le présent tirage annule et remplace
celui du 25 juillet 1945

P 14

N° 3

DISTRIBUTION		
P 2		
EX	MT	VB
1	1 - 2	1
11 à 14	11 à 19	10-11, 13
18	21 à 25	31-32-33
21	29	41 à 43
91 à 93	31 - 32	51-52-57-58
	41 - 42	61 à 65
	49	71 - 75
	51 à 56	86 à 88
	61 - 62	91 - 92
	83	
	91 à 93	

Rectificatifs

**CONDITIONS D'APPEL OU DE RAPPEL SOUS LES DRAPEAUX
DES AGENTS DE LA S. N. C. F.
APPARTENANT AUX CLASSES 1939 (3^e FRACTION), 1940, 1941 ET 1942**

**CONDITIONS D'EXÉCUTION DU SERVICE MILITAIRE
POUR LES AGENTS APPARTENANT A CES MÊMES CLASSES
ET A LA CLASSE 1943.**

**A. — Conditions d'appel ou de rappel sous les drapeaux des agents de la S.N.C.F.
appartenant aux classes 1939 (3^e fraction), 1940, 1941 et 1942.**

Ces conditions ont été fixées par une dépêche n° 9721 E.M.A/1 du 7 juillet 1945 de M. le Ministre de la Guerre.

En raison des lourdes charges qui incombent au chemin de fer pour assurer la reconstruction et la remise en marche du pays, les agents de la S.N.C.F. (cadre permanent et auxiliaires) (1) appartenant aux classes 1939 (3^e fraction), 1940, 1941 et 1942, seront rappelés ou appelés sous les drapeaux par palier :

Agents de la classe 1941 avec la classe 1944
Agents des classes 1939 (3^e fraction) (2) et 1940 avec la dernière tranche du contingent actuel
Agents de la classe 1942 avec la classe 1945.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux agents et auxiliaires déjà rappelés sous les drapeaux.

Les agents qui le désirent peuvent toutefois accomplir leur service actif en même temps que leur classe : ils doivent, à cet effet, remettre à leur chef direct une demande écrite qui est transmise au chef d'Arrondissement (ou fonctionnaire assimilé), lequel fait le nécessaire auprès de la Direction régionale du Recrutement.

D'autre part, le temps passé dans les Sections de Chemins de fer de Campagne par les agents des classes 1939 (3^e fraction), 1940, 1941 et 1942 compte comme service militaire actif et vient, par suite, en déduction du temps de service légal auquel ces classes sont soumises.

En outre, il a été décidé qu'il ne sera plus fait appel pour les Sections de Chemins de fer de Campagne aux agents appartenant à la classe 1942.

Les agents n'ont aucune demande spéciale à formuler à leur bureau de recrutement pour obtenir le sursis d'appel résultant des dispositions qui précèdent ; seuls ceux qui se trouvent dans les conditions définies par l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (soutiens de famille, étudiants, en résidence à l'étranger, etc...), sont fondés à demander un sursis qui, s'il leur était accordé, viendrait s'ajouter à celui dont ils bénéficient de plein droit en qualité d'agent de la S.N.C.F.

◆ (1) Sous réserve toutefois, en ce qui concerne les auxiliaires, qu'ils aient été admis à la S. N. C. F. avant le 1^{er} avril 1945.

◆ (2) La 3^e fraction de la classe 1939 comprend les jeunes gens nés du 1^{er} octobre 1919 au 31 décembre 1919, ces deux dates incluses.

B. — Conditions d'exécution du service militaire pour les agents appartenant aux classes 1939 (3^e fraction), 1940, 1941, 1942 et 1943.

Une Ordonnance en date du 8 septembre 1945 a fixé les conditions d'exécution du service militaire pour les jeunes gens nés entre le 1^{er} octobre 1919 et le 31 décembre 1923.

Le tableau ci-après résume les dispositions essentielles de cette Ordonnance.

Catégories de jeunes gens qui bénéficient d'une mesure spéciale pour l'accomplissement de leur service militaire	CLASSES	Conditions d'exécution du service militaire	OBSERVATIONS
a) Déportés politiques (au sens de l'article 9 de l'Ordonnance n° 45.948 du 11 mai 1945) (1).	1939 (3 ^e fraction) 1940, 1941, 1942, 1943.	Ne seront pas appelés, rappelés ou maintenus sous les drapeaux.	
b) Détenus ou internés en France, en Afrique du Nord, au Levant et aux colonies ou en territoire espagnol pendant une période minimum de six mois (sous réserve que la détention ou l'internement soit la conséquence d'une activité d'ordre national).	— d° —	— d° —	
c) Jeunes gens dont deux proches parents sont décédés victimes de la guerre (père, mère, épouse, enfants, frère, sœur).	— d° —	— d° —	
d) Tous les Français des classes	1939 (3 ^e fraction) 1940, 1941, 1942,	Seront libérés par anticipation après un an de service actif.	
e) Engagés volontaires dans les Forces Françaises de l'Intérieur à une date antérieure au 1 ^{er} septembre 1944.	"	La durée des services effectifs accomplis est majorée de six mois.	
f) Engagés volontaires pour la durée de la guerre à une date antérieure au 1 ^{er} septembre 1944.	"	— d° —	
g) Mariés ou veufs ou divorcés à leur profit ayant un ou plusieurs enfants vivants.	1939 (3 ^e fraction) 1940, 1941, 1942	Bénéficieront, pour chaque enfant, d'un congé libérable sans solde de trois mois.	Sous réserve d'avoir accompli effectivement un service actif minimum de six mois.
h) Fils aînés de famille nombreuse.	— d° —	Bénéficieront pour chaque frère ou sœur vivant, à partir du quatrième, d'un congé libérable sans solde de trois mois.	— d° —
i) Blessés ou cités.	— d° —	Bénéficieront pour chaque blessure ou citation d'un congé libérable sans solde de trois mois.	— d° —
j) Engagés volontaires pour la durée de la guerre autres que ceux visés au paragraphe f.	— d° —	Bénéficieront d'un congé libérable sans solde de trois mois.	— d° —
k) Français ayant réussi à se soustraire au service du travail obligatoire (à l'exclusion de ceux ayant servi dans une Administration ou un Service public, ou considérés, par l'autorité de fait, comme non astreints au départ en Allemagne).	— d° —	— d° —	— d° —
l) Déportés du service du travail obligatoire (sous réserve qu'ils n'aient accompli aucun acte de volontariat).	— d° —	Bénéficieront d'un congé libérable sans solde de six mois.	— d° —
m) Jeunes gens dont le père ou la mère est décédé, victime de la guerre.	— d° —	— d° —	— d° —
n) Jeunes gens appartenant aux catégories i., j., k), l).	1943	Bénéficieront des congés libérables dans les mêmes conditions que les jeunes gens des classes 1939/3 à 1942.	— d° —

◆ (1) Sont considérés comme déportés politiques les Français transférés par l'ennemi hors du territoire national, puis incarcérés ou internés pour tout autre motif qu'une infraction au droit commun.
Sont exclus du bénéfice des dispositions qui précèdent les individus tombant sous le coup de l'Ordonnance du 28 novembre 1944 et des textes subséquents, relatifs à la répression des faits de collaboration, ainsi que les individus frappés d'indignité nationale.

Pour bénéficier des mesures d'exonération totale, de libération anticipée ou de congé libérable prévues par l'Ordonnance du 8 septembre 1945, les intéressés devront fournir toutes justifications nécessaires conformément aux indications du tableau ci-dessous (1).

CATÉGORIES	Pièces justificatives à fournir	Autorités chargées de délivrer les pièces
Déportés politiques (catégorie a)	Carte de rapatriement.	Organismes du Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.
Détenus politiques dans la Métropole, en Algérie et en Corse. (catégorie b)	Extrait du registre d'écrou de l'établissement pénitentiaire indiquant la durée et le motif de la détention.	Directeur de l'Etablissement pénitentiaire.

◆ (1) Les mesures spéciales qui ont été prises ou qui pourraient être prises en ce qui concerne l'appel ou le rappel sous les drapeaux des agents de la S.N.C.F. (sursis d'appel) ne dispensent pas les intéressés de produire, le plus rapidement possible, les pièces nécessaires permettant de les faire bénéficier des dispositions de l'Ordonnance du 8 septembre 1945. Ces pièces sont à fournir également par les agents de la 51^e Section de C.F.C. appartenant aux classes 1939 (3^e fraction), 1940, 1941 et 1942.

505 un 109/13

CATÉGORIES	Pièces justificatives à fournir	Autorités chargées de délivrer les pièces
Internés politiques dans la Métropole en Algérie et en Corse. (catégorie b)	Attestation indiquant la durée et le motif de l'internement.	Préfet du département dans lequel est établi le camp d'internement.
Détenus et internés politiques au Maroc, en Tunisie, au Levant et dans les colonies françaises. (catégorie b)	Attestation indiquant la durée et le motif de la détention ou de l'internement.	Autorité administrative du protectorat ou de la colonie.
Détenus et internés politiques en territoire espagnol. (catégorie b)	— d° —	Ministère des Affaires Etrangères.
Jeunes gens dont deux proches parents sont décédés victimes de la guerre. (catégorie c)	Acte de décès indiquant le degré de parenté et portant la mention « mort pour la France ».	Mairie La mention « mort pour la France » est accordée par le Secrétariat Général des Anciens Combattants (Etat Civil).
Engagés dans les Forces Françaises de l'Intérieur. (catégorie e)	Certificat d'appartenance aux F.F.I.	Général Commandant de Région.
Engagés volontaires pour la durée de la guerre. (catégories f et j)	Pièces matricules ou exemplaires du contrat détenus par l'intéressé.	
Mariés ou veufs ou divorcés à leur profit, pères d'enfants vivants. (catégorie g)	Certificat de vie.	Mairie
Aînés de famille de quatre enfants. (catégorie h)	Certificat de vie.	Mairie
Blessure. (catégorie i)	Pièces matricules ou billet d'hôpital ou à défaut certificat d'homologation de blessure.	Ministre de la Guerre (Direction Générale du Service de Santé).
Citation. (catégorie l)	Pièces matricules ou copie de la citation détenue par l'intéressé.	
Français ayant réussi à se soustraire au Service du Travail Obligatoire. (catégorie k)	Certificat attestant que l'intéressé était astreint au Service du Travail Obligatoire et qu'il n'a pas été embauché dans une Administration ou un Service public.	Directeur départemental du Travail et de la Main-d'œuvre.
Déportés du Service du Travail Obligatoire. (catégorie l)	Certificat attestant que l'intéressé a été déporté en Allemagne au titre du Service du Travail sans avoir en aucun cas fait acte de volontaire.	Organismes du Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés.
Militaires dont le père ou la mère est décédé victime de la guerre. (catégorie m)	Acte de décès indiquant le degré de parenté et portant la mention « mort pour la France ».	Mairie La mention « mort pour la France » est accordée par le Secrétariat Général des Anciens Combattants (Etat Civil).

Les jeunes gens des classes 1939 (3^e fraction) à 1943 (incluse) qui sont actuellement dans leurs foyers ne devront rejoindre la formation pour laquelle ils ont reçu ou recevront une convocation que s'ils ont encore à effectuer plus d'un mois de service (ils fourniront ultérieurement, si besoin est, les pièces établissant leur situation) ; ceux qui n'ont qu'un mois ou moins d'un mois de service à effectuer resteront dans leurs foyers (ils devront, dès que possible et au plus tard avant le 15 novembre 1945, adresser au bureau de recrutement de leur résidence les pièces justifiant leur situation).

Les ajournés des 1^{re} et 2^e fractions de la classe 1939 qui ont été par la suite déclarés « bons pour le service » suivront le sort des jeunes gens de la 3^e fraction de la classe 1939.

Doivent être comptés comme services militaires, la durée :

- du stage obligatoire dans les Chantiers de Jeunesse (1) ;
- de la période passée dans les formations des Forces Françaises de l'Intérieur ;
- du service accompli dans l'Armée allemande par les Français originaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, incorporés sur ordre du Gouvernement allemand ;
- de la captivité dans les camps de prisonniers de guerre ;
- du séjour en Espagne pour les militaires incorporés dans les territoires relevant de l'autorité du Gouvernement provisoire de la République Française ;
- du service accompli dans le régiment de Sapeurs Pompiers de Paris.

Paris, le 10 octobre 1945.

Le Directeur Général,

J. COURSAT.

◆ (1) La période de stage sera comptée pour une durée de huit mois en faveur des jeunes gens qui ont volontairement déserté leur unité pour des motifs patriotiques avant d'avoir achevé leur temps de service réglementaire, à condition que les intéressés puissent établir :
1° Qu'ils étaient sous la menace effective d'un travail forcé pour le compte de l'ennemi ;
2° Qu'ils ont rejoint les Forces françaises libres, les Forces françaises de l'intérieur ou une unité militaire avant le 1^{er} septembre 1944.